



Monsieur le Ministre,

Nous, parents d'élèves scolarisés du primaire au lycée, avons pris connaissance du protocole scolaire pour la rentrée de Novembre. Notre inquiétude se confirme et se renforce : les mesures prises pour l'École ne sont pas suffisantes pour garantir la sécurité de nos enfants ni la nôtre.

Le port du masque dès 6 ans était sans doute la première mesure à adopter et nous vous en remercions. Cette mesure nécessaire est toutefois insuffisante si elle prise seule et nous avons donc demandé qu'elle soit accompagnée par d'autres mesures très strictes.

Or, le protocole préconise la **distanciation physique** uniquement « lorsqu'elle est matériellement possible ». Comme le recommande l'OMS, la distanciation est une de pierres miliaries des protocoles de mise en sécurité de l'Ecole. Le port du masque ne remplace pas les gestes barrière, dont la distanciation, c'est aussi l'information relayée par les sites du gouvernement. La distanciation doit être obligatoire. Nous demandons que si elle n'est pas matériellement possible, le plan de continuité pédagogique soit déclenché.

Le **protocole d'aération**, 15 minutes toutes les 2 heures, est aussi insuffisant, les spécialistes recommandent le même protocole qu'en Allemagne, soit 5 minutes toutes les 20 minutes au minimum, avec un suivi par capteurs de CO2, ainsi que des systèmes pour l'assainissement de l'air dans les classes.

Le **brassage** « par niveau » est une autre mesure qui ne protège pas suffisamment les élèves, tout comme les recommandations pour la restauration scolaire, qui peut peut-être organisée « dans les lieux habituels » malgré le fait que la distanciation ne soit pas possible dans les cantines, réfectoires, comme admis aussi par la recommandation, encore une fois, de réunir des groupes.

Nous remarquons aussi qu'aucune précision n'a été donnée sur **l'interdiction d'activités** comme le chant, les sports de contact, la piscine ou encore la suppression des sorties scolaires.

Enfin, aucune confirmation à l'heure où nous vous écrivons, n'a été donnée quant au changement de procédure pour **l'identification de cas suspect** (en rédéfinissant la liste des symptômes évocateurs qui doit devenir conforme à celle de Santé Publique France) ni de **gestion des cas avérés, à risque et des fermetures de classes** : la préconisation d'un nombre minimum d'élèves contaminés pour isoler une classe, de ne pas tester les élèves en contact avec un cas avéré en primaire, ne sont pas compatibles avec le contexte sanitaire actuel.

La contamination des enfants passe clairement sous les radars, au même moment où d'autres pays, qui testent les enfants, découvrent une contamination bien supérieure, avec de taux d'incidence similaires à ceux des adultes.

La conséquence directe de cette sous-estimation sera la transmission du virus aux foyers et la **continuation de la propagation épidémique**. Pour que des dépistages massifs, aléatoires ou en présence de cas avérés, soient réalisés sur les enfants, nous demandons des tests salivaires rapides.

Nous vous avons déjà fait part de nos craintes concernant la décision de garder les écoles ouvertes alors que la circulation virale est très active, le système hospitalier sous forte pression et Monsieur le Président a annoncé une situation bien plus grave que celle en Mars, quand les écoles avaient été fermées.

La mise en sécurité des écoles était la seule condition pour que nos enfants et nous-mêmes ne soyons pas mis en danger. Cette condition n'est pas remplie par le protocole sorti le 29 Octobre et cela pousse **nombre de familles à décider de ne plus mettre leurs enfants à l'école**.

Selon nos sondages internes, plus d'un tiers de familles a déjà décidé dans ce sens et un tiers attend de voir si le protocole évolue et si la rentrée est décalée pour permettre son application.

L'actuel cadre sanitaire de l'École n'est pas suffisamment sécurisant et contraint les familles à renoncer aux prérogatives de l'École pour leurs enfants (instruction, éducation, liens sociaux,...) afin de pouvoir les protéger ainsi que se protéger elles-mêmes de l'épidémie.

Cette situation crée des inégalités, notamment pour les familles contraintes à choisir entre la santé et leur travail afin d'assumer une instruction à domicile, non souhaitée et non accessible à toutes les familles.

Face à ces constats, nous vous demandons donc d'adopter un **protocole avec un niveau de sécurité supérieur** et de **déclencher le plan de continuité pédagogique** en attendant la mise en œuvre des nouvelles dispositions.

Le **décalage de la rentrée** permettra aussi de bénéficier de l'impact du confinement sur la progression de l'épidémie et nous pourrons remettre nos enfants à l'école dans un contexte sanitaire moins grave et dans un cadre plus sécurisé par ce protocole renforcé.

Nous sommes dans l'obligation de vous rappeler que sans changement du cadre actuellement prévu pour la rentrée, nous considérons que nos enfants et nous-mêmes sommes mis en danger et votre responsabilité sera engagée.

En espérant que vous serez à l'écoute de nos préoccupations et nos demandes et prêt à y répondre, nous vous remercions de l'attention particulière que vous accorderez à ce courrier.

Groupe « Ecole et Familles Oubliées »

Groupe de parents,
enseignants et personnels scolaires
tous mobilisés avec leurs familles

**POUR UNE
ÉCOLE EN SÉCURITÉ
AU TEMPS DU COVID-19**



<https://www.facebook.com/EcoleFamillesOubliees> /@Ecole_Oubliee sur Twitter
ecole.oubliee2020@gmail.com